valable. On voit d'ici le chaos où l'on s'engouffre sans pouvoir jamais en sortir équitablement. . . . Ceux qui ont acheté et payé des parts pourraient demander remboursement, car ce n'était pas des parts de banque. Et qu'advierait-il des parts vendues et revendues successivement à plusieurs acheteurs différents? Qu'advierait-il même du papier-monnaie garanti par le Gouvernement, si réellement la banque de Saint-Jean n'était pas une banque? Mais laissons là les conséquences et revenons à l'argument légal.

“La sect. 6 du dit Statut, invoquée par le contestant, se lit comme suit:—

“La dite banque devra obtenir du Bureau de la Trésorerie, dans les douze mois de la passation du présent acte, le certificat requis par la sect. 7 du dit “Acte concernant les banques”, passé dans la trente-quatrième année du règne de Sa Majesté, chap. 5. A défaut de quoi le présent acte deviendra et sera nul et de nul effet, et la charte par le présent octroyée et tous les droits et privilèges qu'elle confère cesseront d'exister.”

“La sect. 7 du chap. 5 du Statut des Banques, mentionnée dans cette sect. 6 du Statut créant la Banque de Saint-Jean, se lit comme suit:—

“Nulle banque à l'avenir, incorporée, à moins qu'il ne soit autrement prescrit par sa charte, n'émettra de billets ni ne commencera ses opérations de banque avant que \$500,000.00 du fonds social aient été souscrites “bona fide” et que \$100,000.00 aient été “bona fide” versées, ni à moins qu'elle ait obtenu au préalable, du Bureau de la Trésorerie, un certificat à cet effet, lequel certificat sera accordé par le Bureau de la Trésorerie lorsqu'il aura été prouvé à sa satisfaction que ces montants du capital de la